

Respect, inclusion et confiance

BRUNO DABOUT est délégué général
du Mouvement international ATD Quart Monde.

Dans l'océan des événements dramatiques qui submergent le monde, la Banque mondiale nous apporte des nouvelles intéressantes¹. Nous apprenons qu'au cours de la dernière décennie 4,7 milliards de personnes ont accédé à une protection sociale, ce qui laisse encore 2 milliards de personnes sans protection. Une bonne nouvelle est d'apprendre que dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires, l'accès à la protection sociale augmente et que la Banque mondiale invite le monde à relever le défi d'un accès de toutes et tous à une protection sociale. Cela implique des revenus de substitution face au risque d'invalidité, de maladie, de chômage et face à la vieillesse bien sûr, et aussi des revenus de compensation pour faire face aux charges familiales. La Banque Mondiale constate « *que la protection sociale est à son niveau le plus bas là où elle est le plus nécessaire : parmi les ménages les plus pauvres dans les pays les plus pauvres.* »

... Quel changement d'orientation de la Banque mondiale par rapport aux plans d'ajustements structurels de la même banque qui ne prenaient pas en compte les conséquences humaines concrètes de mesures censées améliorer l'économie des pays !

Mais comment poursuivre le chemin jusqu'à l'accès de toutes et tous à une protection sociale?²

Esther Duflo insiste sur le fait qu'il n'y a pas de réponse unique ; chaque pays doit réfléchir à la manière d'aborder cette grande question et il est particulièrement important de prendre en compte la perspective des personnes qui ont connu la pauvreté. Sur cette base, elle propose trois principes de mise en œuvre : **le respect de la dignité des personnes, l'inclusion et la confiance.**

En effet, des évaluations quantitatives dans une série de pays montrent que faire confiance sur le bon usage de l'argent coûte moins cher et peut apporter de très bons résultats. La mise en place de conditionnalités administratives entrave les personnes les plus en difficultés pour avoir accès aux dispositifs conçus pour elles. Le fait de recevoir de l'argent n'empêche pas ces personnes de continuer à travailler tant qu'elles le peuvent.

Comme le disait le rapport Wresinski dès 1987, il faut abolir le séculaire clivage entre « bons » et « mauvais » pauvres, méritant ou non l'assistance. La quatrième conférence internationale sur le financement du développement va-t-elle apporter des possibilités concrètes de financement des programmes, favorisant le respect de la dignité des personnes, l'inclusion et la confiance ? ■

1. Dans le Rapport intitulé *L'état de la protection sociale en 2025 : le défi de deux milliards de personnes.*

2. Voir à ce sujet l'article d'El Hadji Cheikh Gueye sur la situation au Sénégal, p. 26.